

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

F. 2009 — 1345

[C — 2009/29188]

19 FEVRIER 2009. — Décret modifiant le décret du 19 juillet 2001 relatif à l'aide sociale aux détenus en vue de leur réinsertion sociale (1)

Le Parlement de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. A l'article 1^{er} du décret du 19 juillet 2001 relatif à l'aide sociale aux détenus en vue de leur réinsertion sociale, tel que modifié par le décret du 28 avril 2004, sont insérées les modifications suivantes :

1° le 1° est remplacé par la disposition suivante :

« 1° détenu : personne à l'égard de laquelle l'exécution d'une peine privative de liberté ou d'une mesure privative de liberté prononcée par une instance pénale s'effectue, en tout ou en partie, soit dans un établissement, soit à domicile par le biais de modalités de surveillance électronique; »;

2° le 3° est complété par les termes « en ce compris le parent d'accueil »;

3° le 5° est remplacé par la disposition suivante :

« 5° établissement : l'établissement pénitentiaire, l'établissement de défense sociale ou la partie d'un établissement de soins psychiatriques où séjournent les personnes faisant l'objet d'une mesure privative de liberté »;

4° le 7° est remplacé par la disposition suivante :

« 7° service-lien : service agréé dont l'unique mission est d'aider au maintien et à la restauration de la relation entre l'enfant et son parent détenu; »;

5° des points 9°, 10°, 11°, 12° et 13°, rédigés comme suit, sont insérés :

« 9° enfant : tout jeune âgé de moins de 18 ans;

10° plan de détention : plan de détention individuel tel que visé à l'article 38, § 3, de la loi de principes du 12 janvier 2005 concernant l'administration des établissements pénitentiaires ainsi que le statut juridique des détenus;

11° plan de réinsertion sociale : plan indiquant les perspectives de réinsertion du condamné tel que visé à l'article 48 de la loi du 17 mai 2006 relative au statut juridique externe des personnes condamnées à une peine privative de liberté et aux droits reconnus à la victime dans le cadre des modalités d'exécution de la peine;

12° volontariat : actions des collaborateurs volontaires conformément à la loi du 19 juillet 2006 modifiant la loi du 3 juillet 2005 relative aux droits des volontaires;

13° service : service d'aide sociale aux détenus ou service-lien. ».

Art. 2. A l'article 2 du même décret sont insérées les modifications suivantes :

1° à l'alinéa 1^{er}, les termes « , en ce compris une aide psychologique » sont remplacés par les termes « et/ou psychologique »;

2° à l'alinéa 2, les termes « à permettre une participation active à la vie sociale » sont remplacés par les termes « à préparer et favoriser une réinsertion active dans la vie familiale, sociale »;

3° à l'alinéa 3, les termes « à l'exception de la prise en charge à long terme nécessitée par des troubles psychologiques persistants » sont remplacés par les termes « à l'exception de toute intervention d'ordre thérapeutique ou clinique ».

Art. 3. A l'article 3 du même décret, sont apportées les modifications suivantes :

1° au § 1^{er}, 1°, le terme « et » est remplacé par le terme « ou »;

2° le § 1^{er}, 2°, est remplacé par la disposition suivante : « d'apporter une aide aux personnes détenues préventivement dans l'élaboration de leur proposition d'alternative à la détention; »;

3° au § 1^{er}, 3°, les termes « à l'élaboration du programme de reclassement des détenus condamnés qu'ils suivent, et à » sont remplacés par les termes « à la mise en œuvre du plan de détention et à la préparation du plan de réinsertion sociale des détenus qu'ils suivent, ainsi qu'à »;

4° le § 1^{er}, 4° est complété comme suit : « selon les modalités définies par le Gouvernement »;

5° le § 1^{er}, 7°, est remplacé par la disposition suivante : « 7° en cas de transfert d'un détenu vers un autre établissement, de transmettre, en accord avec le détenu, au service d'aide aux détenus de l'arrondissement judiciaire du nouvel établissement les informations utiles en vue de faciliter la poursuite de l'aide sociale et/ou psychologique; »;

6° au § 1^{er}, des points 9° et 10°, rédigés comme suit, sont ajoutés :

« 9° de soutenir et d'encadrer la demande du parent détenu dans le but de maintenir et de restaurer une relation avec son enfant, selon les modalités définies par le Gouvernement;

10° d'assurer la coordination des offres de services et d'activités menées dans l'établissement. ».

7° au § 2, est inséré un point 7° rédigé comme suit :

« 7° de prendre les mesures nécessaires à l'égard des enfants de détenus, des personnes qui en ont la garde et des services publics ou privés en relation avec l'enfant et ses proches afin de favoriser et d'encadrer la relation entre l'enfant et son parent détenu, selon les modalités définies par le Gouvernement. ».

Art. 4. L'article 3*bis* du même décret est remplacé par la disposition suivante : « Le service-lien a pour unique mission de soutenir et d'encadrer le maintien ou la restauration de la relation entre un enfant et son parent détenu, selon les modalités définies par le Gouvernement. ».

Art. 5. L'article 4, alinéa 1^{er}, du même décret est complété par les termes « où se trouvent un ou plusieurs établissements ».

Art. 6. A l'article 7 du même décret sont apportées les modifications suivantes :

1° au § 1^{er}, alinéa 1^{er}, le terme « maximum » est supprimé;

2° au § 1^{er}, alinéa 2, les termes « d'aide sociale aux détenus » sont supprimés;

3° au § 2, alinéa 1^{er}, les termes « pour une durée d'un an » sont remplacés par les termes « pour une durée de deux ans »;

4° au § 2, alinéa 2, les termes « pour une période de quatre ans » sont remplacés par les termes « pour une période de trois ans »;

5° au § 4, les termes « après avoir pris l'avis » sont remplacés par les termes « après avoir sollicité l'avis ».

Art. 7. Au Chapitre II*bis* et à l'article 7*bis* du même décret sont apportées les modifications suivantes :

1° dans le titre du Chapitre II*bis*, les termes « des services-lien » sont remplacés par les termes « du service-lien »;

2° à l'article 7*bis*, § 1^{er}, les termes « Un seul service-lien est agréé en Communauté française. » sont insérés avant les termes « Pour être agréé »;

3° à l'article 7*bis*, § 1^{er}, point 1°, les termes « l'obligation relative à l'objet social de l'A.S.B.L. ne concerne pas les services d'aide aux détenus demandant un agrément en tant que service-lien » sont supprimés;

4° à l'article 7*bis*, § 1^{er}, point 2°, les termes « , § 2, 1°, 2°, 3°, 5° et 6°, et § 3, 1° et 2° » sont supprimés;

5° à l'article 7*bis*, § 1^{er}, point 3°, les termes « aux missions visées » sont remplacés par les termes « à la mission visée »;

6° à l'article 7*bis*, le § 1^{er}, point 5°, est complété par la disposition suivante : « , notamment en appui aux services d'aide sociale aux détenus qui exercent la mission visée à l'article 3, § 1^{er}, 9° et § 2, 7°. »;

7° à l'article 7*bis*, § 2, les termes « des services-lien » sont remplacés par les termes « du service-lien ».

Art. 8. A l'article 7*ter* du même décret, les termes « aux services-liens » sont remplacés par les termes « au service-lien ».

Art. 9. A l'article 8*bis* du même décret, les termes « aux services-liens » sont remplacés par les termes « au service-lien » et les termes « leurs frais » sont remplacés par les termes « ses frais ».

Art. 10. L'article 9 du même décret est remplacé par la disposition suivante :

« Sur base d'une liste approuvée annuellement par le Gouvernement après avis de la commission, des subventions peuvent être octroyées aux services agréés ou à d'autres institutions ou associations pour des projets particuliers qu'ils se proposent de réaliser dans le cadre de l'aide sociale aux détenus. ».

Art. 11. L'intitulé du Chapitre IV est remplacé par « Le volontariat ».

Art. 12. L'article 10 du même décret est remplacé par la disposition suivante :

« A titre de soutien à l'exercice d'une ou plusieurs des missions visées aux articles 2 et 3, l'association sans but lucratif agréée en tant que service d'aide sociale aux détenus peut faire appel au concours de collaborateurs volontaires selon les modalités définies par le Gouvernement.

Le service d'aide sociale aux détenus informe les collaborateurs volontaires de la mission qu'ils s'engagent à remplir conformément aux objectifs et au fonctionnement du service. ».

Art. 13. L'article 10*bis* du même décret est remplacé par la disposition suivante :

« Dans le cadre du maintien et de la restauration de la relation entre l'enfant et son parent détenu, l'association sans but lucratif agréée en tant que service d'aide sociale aux détenus ou en tant que service-lien peut faire appel, selon les modalités définies par le Gouvernement, au concours de collaborateurs volontaires pour accompagner l'enfant, si nécessaire, de son lieu de vie à l'établissement ou pour apporter une aide logistique aux professionnels dans l'accomplissement de leur mission. ».

Art. 14. A l'article 11, alinéa 2, point 1°, du même décret, les termes « les services-lien » sont remplacés par les termes « le service-lien ».

Art. 15. A l'article 12 du même décret, sont apportées les modifications suivantes :

- 1° au § 1^{er}, 6°, les termes »de chaque service-lien agréé « sont remplacés par les termes « du service-lien agréé » ;
 2° au § 3, les termes « parmi les membres effectifs visés au § 1^{er}, 3° et 5° » sont insérés après les termes « sont désignés par le Gouvernement ».

Art. 16. Le présent décret entre en vigueur le 1^{er} janvier 2009.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 19 février 2009

Le Ministre-Président du Gouvernement de la Communauté française,
 R. DEMOTTE

La Vice-Présidente et Ministre de l'Enseignement supérieur,
 de la Recherche scientifique et des Relations internationales,
 Mme M-D. SIMONET

Le Vice-Président et Ministre du Budget, des Finances, de la Fonction publique et des Sports,
 M. DAERDEN

Le Ministre de l'Enseignement obligatoire,
 C. DUPONT

La Ministre de la Culture et de l'Audiovisuel,
 Mme F. LAANAN

La Ministre de l'Enfance, de l'Aide à la Jeunesse et de la Santé,
 Mme C. FONCK

Le Ministre de la Jeunesse et de l'Enseignement de Promotion sociale,
 M. TARABELLA

—
 Note

(1) *Session 2008-2009 :*

Documents du Parlement. — Projet de décret, n° 639-1. — Amendements de commission, n° 639-2.- Rapport, n° 639-3.
Compte rendu intégral. — Discussion et adoption. Séance du 17 février 2009.

—
 VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2009 — 1345

[C - 2009/29188]

19 FEBRUARI 2009. — Decreet houdende wijziging van het decreet van 19 juli 2001 betreffende de sociale hulpverlening aan de gedetineerden met het oog op hun sociale reïntegratie (1)

Het Parlement van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. In artikel 1 van het decreet van 19 juli 2001 betreffende de sociale hulpverlening aan de gedetineerden met het oog op hun sociale reïntegratie, zoals gewijzigd bij het decreet van 28 april 2004, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° het 1° wordt door de volgende bepaling vervangen : « 1° gedetineerde : persoon die een vrijheidsbenemende straf of een vrijheidsbenemende maatregel ondergaat, geheel of gedeeltelijk, ofwel in een inrichting, ofwel thuis door middel van nadere regels voor elektronisch toezicht; »;

2° het 3° wordt aangevuld met de woorden : « wat de onthaalouder betreft ».

3° het 5° wordt door de volgende bepaling vervangen : « 5° inrichting : de strafinrichting, de inrichting tot bescherming van de maatschappij of het deel van een inrichting voor psychiatrische verzorging waar de personen die het voorwerp uitmaken van een vrijheidsbenemende maatregel verblijven »;

4° het 7° wordt door de volgende bepaling vervangen : « 7° contactdienst : erkende dienst ter bevordering van het behoud of het herstel van de betrekking tussen het kind en zijn gedetineerde ouder;

5° de punten 9°, 10°, 11°, 12° en 13°, luidend als volgt, worden ingevoegd :

« 9° kind : elke jongere van minder dan 18 jaar;

10° detentieplan : het individuele detentieplan bedoeld bij artikel 38, § 3, van de basiswet van 12 januari 2005 betreffende het gevangeniswezen en de rechtspositie van de gedetineerden;

11° sociaal reclasseringsplan : het plan met de vooruitzichten inzake reclassering van een veroordeelde zoals bedoeld bij artikel 48 van de wet van 17 mei 2006 betreffende de externe rechtspositie van de veroordeelden tot een vrijheidsstraf en de aan het slachtoffer toegekende rechten in het raam van de strafuitvoeringsmodaliteiten;

12° vrijwilligerschap : acties van de vrijwillige medewerkers overeenkomstig de wet van 19 juli 2006 tot wijziging van de wet van 3 juli 2005 betreffende de rechten van vrijwilligers;

13° dienst : dienst voor sociale hulp aan de gedetineerden of contactdienst. »

Art. 2. In artikel 2 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid, worden de woorden « alsook psychologische bijstand » vervangen door de woorden « en/of psychologische bijstand »;

2° in het tweede lid, worden de woorden « die toelaat actief deel te nemen aan het maatschappelijk, economisch, politiek en cultureel leven » vervangen door de woorden « die voorbereidt tot het familiale, maatschappelijke, economische, politieke en culturele leven »;

3° in het derde lid, worden de woorden « met uitzondering van de langdurige opname wegens ernstige psychologische stoornissen » vervangen door de woorden « met uitzondering van elke therapeutische of klinische bijstand ».

Art. 3. In artikel 3 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° bij § 1, 1°, wordt het woord « en » vervangen door het woord « of »;

2° § 1, 2°, wordt door de volgende bepaling vervangen : « bijstand te verlenen aan personen die preventief gedetineerd worden bij de uitwerking van hun voorstel tot vervangingsstelsel voor de detentie »;

3° in § 1, 3°, worden de woorden « mee te werken aan de uitwerking van het reklasseringsprogramma van de veroordeelde gedetineerden die zij volgen en aan » vervangen door de woorden « mee te werken aan de uitvoering van het detentieplan en de voorbereiding van het plan voor maatschappelijke reïntegratie van de gedetineerde die zij volgen, alsook aan » ;

4° § 1, 4° wordt aangevuld als volgt : « volgens de nadere regels bepaald door de Regering »;

5° § 1, 7°, wordt door de volgende bepaling vervangen : « 7° in geval van de overbrenging van een gedetineerde naar een andere inrichting, te zorgen voor de overzending, in samenspraak met de gedetineerde, naar de dienst voor sociale hulpverlening aan gedetineerden van het gerechtelijk arrondissement van de nieuwe inrichting, van de informatie vereist voor het vergemakkelijken van de voortzetting van de sociale en/of psychologische hulpverlening »;

6° in § 1, worden punten 9° en 10° toegevoegd, luidend als volgt :

« 9° de gedetineerde ouder bij te staan en te begeleiden bij het behouden en herstellen van de betrekking met zijn kind, volgens de nadere regels bepaald door de Regering;

10° te zorgen voor de coördinatie van het aanbod van diensten en activiteiten ingericht in de inrichting. ».

7° in § 2, wordt een punt 7° ingevoegd, luidend als volgt :

« 7° de nodige maatregelen te treffen ten behoeve van de kinderen van gedetineerden, van de personen die er het toezicht over uitoefenen en de openbare of private diensten die in relatie treden met het kind en zijn naasten, om de betrekking tussen het kind en zijn gedetineerde ouder te bevorderen en te begeleiden, volgens de nadere regels bepaald door de Regering. ».

Art. 4. Artikel 3*bis* van hetzelfde decreet wordt door de volgende bepaling vervangen : « De contactdienst heeft tot enige opdracht het behouden en het herstellen van de relatie tussen een kind en zijn gedetineerde ouder te begeleiden en steunen, volgens de nadere regels bepaald door de Regering. ».

Art. 5. Artikel 4, eerste lid, van hetzelfde decreet wordt aangevuld met de woorden « waar één of meer inrichtingen zich bevinden ».

Art. 6. In artikel 7 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 1, eerste lid, wordt het woord « maximum » geschrapt;

2° in § 1, tweede lid worden de woorden « voor sociale hulpverlening aan de gedetineerden » geschrapt;

3° in § 2, eerste lid, worden de woorden « voor een duur van één jaar » vervangen door de woorden « voor een duur van twee jaar »;

4° in § 2, tweede lid, worden de woorden « voor een duur van vier jaar » vervangen door de woorden « voor een duur van drie jaar »;

5° in § 4, worden de woorden « na het advies te hebben ingewonnen » vervangen door de woorden « na het advies te hebben aangevraagd ».

Art. 7. In Hoofdstuk II*bis* en in artikel 7*bis* van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in de titel van Hoofdstuk II*bis*, worden de woorden « van contactdiensten » vervangen door de woorden « van de contactdienst »;

2° in artikel 7*bis*, § 1, worden de woorden « Er wordt één enkele contactdienst erkend voor de Franse Gemeenschap » ingevoegd voor de woorden « Om erkend te worden »;

3° in artikel 7*bis*, § 1, punt 1°, worden de woorden « de verplichting betreffende het maatschappelijke doel van de VZW heeft geen betrekking op de diensten voor hulpverlening aan de gedetineerden die een erkenning als contactdienst aanvragen » geschrapt;

4° in artikel 7*bis*, § 1, punt 2°, worden de woorden « , § 2, 1°, 2°, 3°, 5° en 6°, en § 3, 1° en 2° » geschrapt;

5° in artikel 7*bis*, § 1, punt 3°, worden de woorden « de opdrachten » vervangen door de woorden « de opdracht »;

6° artikel 7*bis*, § 1, punt 5°, wordt aangevuld met de volgende bepaling : « , inzonderheid als steun voor de diensten voor sociale bijstand aan de gedetineerden die hun de opdracht uitoefenen bedoeld bij artikel 3, § 1, 9° en § 2, 7° »;

7° in artikel 7*bis*, § 2, worden de woorden « van de contactdiensten » vervangen door de woorden « van de contactdienst ».

Art. 8. In artikel 7ter van hetzelfde decreet, worden de woorden « aan de contactdiensten » vervangen door de woorden « aan de contactdienst ».

Art. 9. In artikel 8bis van hetzelfde decreet, worden de woorden « aan de contactdiensten » vervangen door de woorden « aan de contactdienst » en de woorden « hun personeelskosten en hun werkingskosten » vervangen door de woorden « zijn personeelskosten en zijn werkingskosten ».

Art. 10. Artikel 9 van hetzelfde decreet wordt door de volgende bepaling vervangen :

« Op basis van een lijst die jaarlijks door de Regering goedgekeurd wordt, nadat zij het advies heeft ingewonnen van de commissie, kunnen aan de erkende diensten voor hulpverlening aan gedetineerden of aan andere instellingen of verenigingen die zich onderscheiden door hun bijzondere projecten inzake sociale hulpverlening aan gedetineerden, subsidies verleend worden. »

Art. 11. Het opschrift van Hoofdstuk IV wordt vervangen door « Vrijwilligerschap ».

Art. 12. Artikel 10 van hetzelfde decreet wordt door de volgende bepaling vervangen :

« Als bijstand voor de uitoefening van één of meerdere opdrachten bedoeld bij de artikelen 2 en 3, kan de VZW erkend als dienst voor sociale hulpverlening aan gedetineerden een beroep doen op vrijwillige medewerkers volgens de door de Regering bepaalde nadere regels.

De dienst voor sociale hulpverlening aan gedetineerden licht de vrijwillige medewerkers in over de opdracht die zij moeten vervullen overeenkomstig de doelstellingen en de werking van de dienst. »

Art. 13. Artikel 10bis van hetzelfde decreet wordt door de volgende bepaling vervangen :

« In het kader van het behoud en het herstel van de betrekking tussen het kind en de gedetineerde ouder, kan de VZW erkend als dienst voor sociale hulpverlening aan gedetineerden of als contactdienst beroep doen, volgens de door de Regering bepaalde nadere regels, op vrijwillige medewerkers voor de begeleiding van het kind, indien nodig, van zijn leefplaats naar de inrichting of om logistieke bijstand te verlenen aan de professionelen voor de verwezenlijking van hun opdracht. »

Art. 14. In artikel 11, tweede lid, punt 1° van hetzelfde decreet, worden de woorden « de contactdiensten » vervangen door de woorden « de contactdienst ».

Art. 15. In artikel 12 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° bij § 1, 6°, worden de woorden « van elke erkende contactdienst » vervangen door de woorden « van de erkende contactdienst »;

2° bij § 3, worden de woorden « De voorzitter en ondervoorzitter van de commissie worden aangeduid door de Regering, op voordracht van de commissie » vervangen door de woorden « De voorzitter en ondervoorzitter van de commissie worden, op de voordracht van de commissie, door de Regering onder de werkende leden bedoeld bij § 1, 3° en 5° aangewezen ».

Art. 16. Dit decreet treedt in werking op 1 januari 2009.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 19 februari 2009.

De Minister-President,

R. DEMOTTE

De Vice-Presidente en Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek en Internationale Betrekkingen,
Mevr. M.-D. SIMONET

De Vice-President en Minister van Begroting, Financiën, Ambtenarenzaken en Sport,
M. DAERDEN

De Minister van Leerplichtonderwijs,
C. DUPONT

De Minister van Cultuur en de Audiovisuele Sector,
Mevr. F. LAANAN

De Minister van Kinderwelzijn, Hulpverlening aan de Jeugd en Gezondheid,
Mevr. C. FONCK

De Minister van Jeugd en Onderwijs voor Sociale Promotie,
M. TARABELLA

—
Nota

(1) *Zitting 2008-2009 :*

Stukken van de Raad. — Voorstel van decreet, nr. 639-1. — Commissieamendement, nr. 639-2. — Verslag, nr. 639-3..
Integraal verslag. — Bespreking en aanneming. Vergadering van 17 februari 2009.